

Sommaire

Editorial

Etat de la sécurité alimentaire

Janvier-Mars 2004

Le taux de change3

La situation alimentaire des ménages3

Sujet du jour :

Des actions d'urgence qui doivent s'inscrire dans une perspective structurelle

Politique Agricole Nationale7

Mission multi-disciplinaire d'évaluation de la situation en Haïti (11-25 mars 2004)8

Etat de la sécurité alimentaire

Janvier-Décembre 2003

Les indicateurs macro-économiques10

La situation alimentaire des ménages13

Nous avons rencontré pour vous:

HAP.....18



Rédaction:

Danielle AVIN
Douby EXANTUS
Frisnel DESIR
Gary MATHIEU
HAP

Edition: CNSA

Dépôt légal # 03-05-146



Ce document a été réalisé avec l'appui financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de la CNSA et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

L'aggravation majeure en début d'année des troubles socio-politiques a provoqué une chute rapide des réserves alimentaires. Des stocks de produits ont été pillés, les circuits de distribution paralysés, les prix des produits alimentaires ont en conséquence enregistré une hausse démesurée dans l'ensemble du pays. Les problèmes d'accès à l'alimentation sont désormais plus cruciaux qu'auparavant.

Des évaluations sont en cours, à tous les niveaux, pour appréhender l'ampleur des dégâts. Plusieurs agences ont lancé des appels pour le financement d'actions humanitaires au profit du pays. Plusieurs pays, plusieurs Institutions y ont déjà répondu et le peuple haïtien les en remercie sincèrement.

Il importe cependant de bien comprendre la situation afin que les actions humanitaires prévues fassent l'objet d'un ciblage ordonné dans un cadre précis d'intervention, nettement délimité dans le temps. Ces actions doivent impérativement être étoffées par un ensemble de dispositions qui adressent les aspects structurels des problèmes et qui renforcent l'Etat dans sa capacité de gouvernance.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, les événements mentionnés sont venus empirer de façon catastrophique une situation déjà structurellement préoccupante : le bilan de l'insécurité alimentaire produit par la CNSA pour l'année 2001-2002 témoignait déjà d'une moitié de la population haïtienne en dessous du seuil de pauvreté, ces chiffres étant basés sur le coût d'acquisition du panier alimentaire minimum plus les autres dépenses incompressibles (enquête budget consommation 2000 de l'IHSI). Ce montant était à cette époque inférieur à 1 dollar US par personne par jour.

Dans ce numéro du bulletin de conjoncture, nous vous présentons la situation alimentaire actuelle à partir des maigres données que nous avons pu collecter pour le premier trimestre de l'année 2004 ; notre analyse s'appuie surtout sur les informations de prix que nous avons pu obtenir dans l'ensemble des départements. Par contre, nous présentons également l'article sur l'état de la sécurité alimentaire qui avait été préparé pour un numéro spécial du dernier trimestre 2003. Le tirage de celui-ci avait finalement été annulé, car au moment de sa publication les données d'octobre-décembre s'étaient trouvées rapidement obsolètes, les informations sur la disponibilité et les prix ayant été rapidement dépassées à cause du contexte d'insécurité et de l'isolement de certaines zones du pays. Cependant, l'article mentionné sera très utile pour l'appréciation et la compréhension de la situation alimentaire actuelle à la lumière de celle du dernier

trimestre et même de toute l'année 2003. L'article sur l'année 2003 présente, en plus de la situation alimentaire spécifique pour le dernier trimestre 2003, l'analyse pour l'ensemble de l'année des indicateurs macro-économiques qui ont une influence forte sur la sécurité alimentaire, en comparaison avec la moyenne de ces indicateurs pour les cinq dernières années. Les chiffres de disponibilité et de prix sur les marchés sont également présentés à la fois de façon spécifique pour le dernier trimestre de l'année 2003 et de façon évolutive pour l'ensemble de l'année ; l'article retrace également la balance alimentaire globale pour l'année 2003 en termes de disponibilité versus besoins alimentaires avec également une présentation de la structure de la disponibilité. Vous remarquerez que le déficit alimentaire accusé est très bas. Cela est dû au fait que contrairement aux années précédentes nous avons rentré dans la balance alimentaire tous les produits (viande, poisson, produits laitiers...) au lieu du bilan plus spécifiquement énergétique (céréales, tubercules, bananes...) qui était présenté dans nos bilans précédents.

Par contre, tous les indicateurs macro-économiques — inflation générale, inflation dans le secteur alimentaire, inflation dans le secteur médical, taux de change— accusent dès le début de l'année 2003 une croissance accélérée qui se poursuit tout au long de l'année mentionnée. L'inflation dans le secteur alimentaire est passée brutalement d'une moyenne de 13% durant l'année 2002 à 37% en 2003. On doit en tenir compte dans la compréhension des variations de prix avant et après février 2004 présentées dans l'article sur l' « Etat de la Sécurité Alimentaire janvier-mars 2004 ».

Enfin, chères lectrices, chers lecteurs, nous avons rencontré pour vous le Hillside Agricultural Program (HAP) qui fait un travail extrêmement bénéfique d'appui aux agriculteurs, tout particulièrement au niveau de la commercialisation des produits agricoles.

Nous prenons congé de vous en vous souhaitant une bonne lecture de ce numéro.

La Coordonnatrice



Etat de la Sécurité alimentaire (janvier-mars 2004)

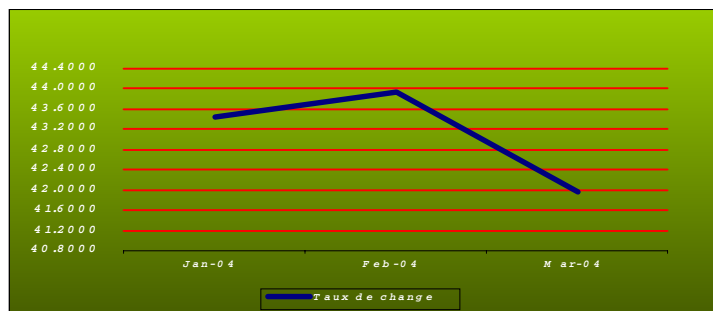


ANALYSE DU TAUX DE CHANGE

Les événements politiques de la fin du mois de février et du début du mois de mars ont grandement influé sur les secteurs vitaux de la vie nationale. Une évaluation assez précise de la situation de sécurité alimentaire serait essentielle. Malheureusement, de tous les indicateurs économiques ayant rapport à la sécurité alimentaire, seuls le taux de change et les prix des principaux produits alimentaires ont pu être collectés pour le moment : les différentes institutions publiques ou privées qui nous fournissent habituellement des informations chiffrées et pertinentes n'ont pas fonctionné de façon normale. Notre analyse met donc l'emphase sur l'évolution du taux de change durant la période allant de janvier à mars 2004 ainsi que de son influence éventuelle sur les prix des principaux produits alimentaires.

Le taux de change

Fig 1. Evolution des prix du dollar



Source : CNSA d'après BRH

On constate une augmentation progressive jusqu'au 29 février puis une diminution rapide du prix de la gourde par rapport au dollar américain. La devise américaine s'appréciait chaque jour tout au cours du mois de janvier. De 42,16 gourdes le 5 janvier, elle atteint 44,08 gourdes le 30 janvier et 43,92 gourdes au cours de la période carnavalesque date de l'aggravation de la situation politique. Au cours de la semaine du 27 février au 6 mars il n'y a pas eu de demande de dollar sur le marché des changes. Les anticipations devenant nulles, les cours du dollar ont accéléré leurs chutes pour atteindre 42,69 gourdes le 18 mars, 42,07 le 22 mars, 40,56 le 23 mars et 35 gourdes le 24 mars.

La situation d'attente qui a prévalu après le 29 février et surtout la décision de la Banque de la République d'Haïti (BRH) de geler tous les chèques de l'Etat et la fermeture prolongée des banques privées sont quelques uns des éléments qui peuvent expliquer jusqu'à date la dégringolade du dollar face à la gourde qui reprend de la valeur.

Dans un contexte de fonctionnement normal des marchés, cette dépréciation du dollar face à la gourde devrait permettre aux ménages d'avoir plus d'accès aux produits alimentaires. On ne doit cependant pas s'attendre à une baisse proportionnelle, ni même rapide, des prix des produits de première nécessité.

SITUATION ALIMENTAIRE DES MENAGES

ETAT DE LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE Une situation difficile

La détérioration de la situation politique accentuée surtout au cours de la deuxième quinzaine du mois de février a eu des conséquences néfastes à la fois sur la disponibilité alimentaire et surtout sur l'accès économique aux aliments. L'augmentation générale des prix des produits alimentaires et agricoles a entravé le bon déroulement de la fin de la campagne agricole de haricot d'hiver et la préparation de la grande campagne du Printemps. L'impossibilité de circuler, après le 7 février, au niveau de certains axes prioritaires tels que Cap-Haïtien-Gonaïves-Port au Prince, Port de Paix-Gonaïves-Port au Prince, ..., a handicapé la distribution des produits agricoles sur les marchés de la Capitale et ralenti l'approvisionnement des provinces en produits de première nécessité utiles à l'alimentation de la population.

Les conséquences de cette situation furent multiples :

- au niveau de la capitale on se trouvait dans l'impossibilité de s'approvisionner en produits alimentaires locaux en provenance du Grand Nord (Nord, Nord-Est, Nord-Ouest) et de l'Artibonite. Les différents marchés de la capitale recevaient seulement les produits des départements de l'Ouest, et du Grand Sud (Sud, Sud-Est, Grand-Anse). Les villes de provinces ne pouvaient pas non plus avoir accès aux produits alimentaires importés tels les huiles, la farine, le riz, etc.....
- au niveau rural les planteurs des départements du Grand Nord et de l'Artibonite se trouvaient dans l'impossibilité d'écouler convenablement leurs productions vers les marchés des villes et de la Capitale.

La semaine du 29 février au 7 mars a vu tout le pays sombrer dans une impossibilité totale de s'approvisionner : les vendeurs et les consommateurs ne pouvaient se rencontrer sur les marchés, surtout à

Port-au-prince où on a dû jouer sur la solidarité des voisins pour subvenir aux besoins alimentaires.

Situation des différentes composantes de la disponibilité alimentaire

La situation Actuelle

Le trimestre janvier/mars correspond à la période de récolte des plantations de haricot, de maïs, de riz. C'est également la période de la poursuite des récoltes de tubercules et de banane à travers le pays. C'est surtout la fin de la grande campagne agricole du Far West.

Le mois de mars correspond également à la récolte de mangues dans plusieurs zones du pays. Cette production va augmenter la disponibilité alimentaire et l'amélioration de la diète en vitamine A et C.

- Dans le Far West on assiste à un début de récolte du haricot (baisse des prix de haricot). Les plantations sont plus ou moins réussies, mais les récoltes de maïs sont très faibles à cause de la sécheresse de la deuxième quinzaine de février (hausse des prix du maïs sur les marchés).. Les baisses de rendement sont estimées à plus de 50% dans certaines communes. La situation n'est pas différente pour les autres communes du Nord-Ouest telles que Port de Paix, Bassin Bleu ou Chansolme où les baisses de rendement sont estimées à plus de 30%. On constate une affluence de volailles sur les marchés du Far West car des cas de New Castle sont signalés dans la région. La rareté des semences et la migration d'une bonne partie de la main d'œuvre agricole locale a beaucoup compliqué la tâche des agriculteurs et la préparation de la campagne du Printemps.
- Dans le département du Nord le mois de février correspondait à la récolte du haricot dans les plaines, et de l'igname dans les mornes. Les agriculteurs se trouvaient dans l'impossibilité d'écouler ses produits agricoles sur les marchés de Port au prince. On assiste donc à une augmentation de la disponibilité de produits locaux sur ses marchés ruraux. La semaine du 26 février au 4 mars est caractérisée par la présence d'une disponibilité accrue en tubercules et en banane sur les marchés du Nord, le haricot et le maïs étant en baisse car ils sont conservés pour la campagne du Printemps. La difficulté de s'approvisionner en produits importés à partir de Port-au Prince a été bénéfique aux agriculteurs qui n'ont pas connu de trop grande baisse de prix en ce moment de l'année : cela a-t-il compensé les pertes dues au non écoulement de leurs produits vers Port-au-Prince ? Nous en doutons fort..
- Dans le Sud-Est et le Sud on constate une augmentation de la disponibilité de certains produits tels que le haricot, la banane et l'igname sur les marchés. Cependant à partir du 25 février on a observé moins de produits agricoles sur les marchés

car les « madan Sara » ont été réticentes à approvisionner les marchés de Port au Prince; les agriculteurs ont donc été confrontés à la difficulté d'écouler leurs productions.

Les importations alimentaires

Depuis le mois de décembre 2003 les importateurs avaient affiché leur intention de réduire au minimum les importations de produits. Même s'il s'avère actuellement impossible d'avoir les données de la Direction Générale des Douanes, nous pouvons inférer que les importations de ce trimestres étaient inférieures à celles de l'année 2003. Les événements de fin février et début mars ont trouvé les marchés et les commerçants en train d'écouler les stocks du mois de janvier. De plus les pillages de cette période ont vidé les dépôts des produits qui devaient normalement approvisionner les marchés au cours du mois de mars.

Par ailleurs, la situation de pénurie artificielle enregistrée au cours de la période d'aggravation de la crise politique a permis une recrudescence des activités commerciales clandestines entre Haïti et la République Dominicaine. L'observation au niveau de certaines zones telles que Pédernales dans le Sud-Est et tout le long de la frontière montre un regain des activités de contrebande, surtout pour le sucre et d'autres produits alimentaires comme les salami, la banane.

L'aide alimentaire

Des Institutions telles que le PAM, la Care n'ont pas pu approvisionner les dépôts du Nord, du Nord-Ouest, ou du Haut Artibonite pendant la période du 5 février à la deuxième semaine du mois de mars. De même une bonne partie de l'aide humanitaire distribuée à travers des cantines scolaires n'a pu l'être car les écoles n'avaient pas fonctionné dans certains départements depuis le mois de janvier (depuis septembre pour certaines régions de l'Artibonite). D'autres Institutions comme le PAM, le PNCS ont perdu leur stock de réserves dans des actes de vandalisme. Le PNCS, par exemple, a perdu plus de 800 T.M de produits alimentaires.

Les perspectives

La reprise des pluies au cours de la première quinzaine de mars, a activé la reprise des activités agricoles. Les activités de préparation de sol vont bon train. Mais les gens se plaignent déjà de la rareté et de la cherté des intrants tels que les semences de haricot et de maïs, ainsi que les engrais, ceux-ci constituant toujours le facteur limitant de la production de riz et de légumes dans l'Artibonite et d'autres zones maraîchères du pays. La saison du Printemps est prioritaire pour les planteurs qui ont préféré conserver leurs semences au lieu de les vendre sur les marchés d'où la compétition entre grains de consommation et graines pour la plantation.

Par ailleurs on assiste à une propagation de la maladie du charbon. Le Haut Plateau Central et le Nord sont les départements les plus touchés.

Nous n'avons pas pu trouver d'informations climatiques à cause de la situation des bureaux communaux du MARNDR, sauf dans le Nord-Ouest grâce aux données pluviométriques de la Care. Cependant d'après les données NDVI basées sur l'analyse des images satellitaires, on pourrait dire que les conditions climatiques n'ont pas été mauvaises tout au cours du mois de janvier et au cours de la première quinzaine du mois de février dans les différentes zones. Cependant au cours de la deuxième quinzaine de février on assiste à un retour de la sécheresse surtout dans le Nord-Ouest, la Gonâve et la côte Sud/sud-est. Les départements du Nord, Nord-Est, le Plateau Central et l'Ouest ont commencé à ressentir les effets de la sécheresse au cours de la deuxième quinzaine du mois de février. Dans le Far West, par exemple, la pluviométrie enregistrée est faible : 14.8 mm pour Bombardopolis, 37 mm pour Jn Rabel, 35.8 mm pour Port de Paix et 13.3 mm pour Bassin Bleu. Cette situation n'est cependant pas exceptionnelle pour la période, comme l'attestent les moyennes historiques de 10 ans qui sont respectivement pour les mêmes régions: 44.4 mm, 33.4 mm, 34.2 mm, 19.9 mm.

Avec la baisse du dollar qui est observée actuellement sur le marché des changes et si la situation politique se stabilise et redonne confiance aux agents économiques, on devrait s'attendre à une augmentation du volume des importations alimentaires au cours du mois d'avril. La réouverture des routes bloquées par les événements politiques et surtout la reprise des activités de certaines ONG et opérateurs d'aide humanitaire permettra une reprise de la distribution de l'aide humanitaire dans les cantines scolaires et les projets à caractère humanitaire. Il faudra cependant que le ciblage soit bien fait pour respecter le calendrier agricole des zones et toucher les vrais nécessiteux

PRIX ET ACCESSIBILITE AUX ALIMENTS

La première semaine du mois de mars correspond surtout à une période de pénurie car il était impossible de sortir pour s'approvisionner en produits de première nécessité. Il en est résulté une réduction drastique de l'offre alimentaire qui a entraîné une augmentation générale des prix alimentaires.

Devant l'impossibilité de collecter les prix mensuellement au cours de ce trimestre, la CNSA, pour évaluer l'impact de la situation sur les prix des produits alimentaires, a retenu deux grandes périodes : la situation avant la dégradation accélérée de la situation socio-politique (fin décembre 2003) et la situation au cours de la première quinzaine du mois de mars 2004 qui correspond tout au moins à l'arrêt des actes de vandalisme et de pillage. Sur l'ensemble du pays on assiste à une variation à la hausse de tous les prix alimentaires.

Prix des produits importés

Les produits importés tels que le riz, la farine, les huiles, le sucre ont tous connu des augmentations de prix, au

niveau national, du mois de décembre 2003 au mois de mars 2004. Des variations moyennes sont ressenties différemment au niveau départemental.

- Le riz a connu la plus forte variation au niveau de la Croix des Bossales avec 56.42%. La plus faible variation a été observée sur les marchés de la Gonâve. (4% Le Nord-Ouest, généralement considéré comme une zone à risque a enregistré une variation assez modérée des prix du riz (8.70%).
- Les variations des prix de la farine sont plus élevées sur le marché de la Croix des Bossales (31.49%). Les départements du Sud et du Nord Ouest ont connu respectivement des variations de 20% et de 15.69%. Encore une fois à La Gonâve les variations ont été très faibles (2.08%).
- Les huiles alimentaires ont enregistré les plus fortes hausses sur les marchés du Nord-Ouest. (31.98%) . L'évolution de cette composante essentielle à la préparation des repas a été plus ou moins semblable sur les marchés du Sud (25%), du Centre (22.22%).
- Les prix du sucre, enregistrés sur deux départements -le Sud et de l'ouest (Croix des Bossales)- ont affiché des augmentations respectives de 33.33% et 15.38%.

Le département de l'Ouest, surtout Port au prince et sa périphérie, a été le plus touché pour la flambée des prix. En effet, les prix collectés montrent que, en l'espace d'une semaine, la variation des prix du riz a atteint 56,42%, la farine 31.49%. A la Gonâve et dans le Far West, jadis considérés comme des zones à risque de famine permanente, les variations ont été plus modérées.

Tableau 1. Variation des prix des principaux produits alimentaires importés (en gourde/ marmite pour le riz, la farine et le sucre et gourdes/ gallon pour l'huile)

Départements	Période	Riz	Farine	Huile	Sucre
Ouest (Croix Bossale)	Prix avant	65.00	45.00	200.00	65.00
	Prix Actuel	101.67	59.17	217.00	75.00
	Variation	56.42%	31.49%	8.50%	15.38%
Ouest (La Gonâve)	Prix avant	69.44	66.67	210.00	
	Prix Actuel	72.22	68.06	225.00	
	Variation	4.00%	2.08%	7.14%	
Nord Ouest	Prix avant	69.00	51.00	172.00	
	Prix Actuel	75.00	59.00	227.00	
	Variation	8.70%	15.69%	31.98%	
Sud	Prix avant	62.50	50.00	200.00	45.00
	Prix Actuel	67.50	60.00	250.00	60.00
	Variation	8.00%	20.00%	25.00%	33.33%
Centre	Prix avant	63.90	58.33	225.00	
	Prix Actuel	69.50	61.11	275.00	
	Variation	8.76%	4.76%	22.22%	
Ensemble	Prix avant	65.97	54.20	201.40	55.00
	Prix Actuel	77.18	61.47	238.80	67.50
	Variation	16.99%	13.41%	18.57%	22.73%

Source : CNSA d'après CARE, WW, CRS...

** Dans le tableau 2, les prix sont en gourdes par lb pour le haricot, l'igname et la banane, ils sont en gourde par marmite pour le maïs

Prix des produits locaux

Il est important de signaler que même les produits agricoles locaux n'ont pas échappé à la tendance générale de hausse de prix observée au cours de la première quinzaine du mois de mars.

- Les prix du maïs sont en hausse partout. Les variations des prix de ce produit sont parmi les plus élevées : 58.53% à la Croix des Bossales, 49.25% dans le Sud-Est, 66.67% dans le Nord Ouest, et 33% dans le Sud.
- Les augmentations de prix du haricot sont en général plus basses que celles du maïs : 28.83% dans l'Ouest, 8,70% à La Gonâve, 37.22% dans le Sud-Est. Ces prix sont même à la baisse dans le Nord Ouest (-2.48%)
- L'igname et la banane ont connu des hausses modérées.

Cette augmentation générale n'est pas le résultat unique de la crise politique, mais elle peut être également attribuée à d'autres facteurs tels que la réduction drastique des importations alimentaires depuis la fin de l'année 2003, l'impossibilité d'approvisionner les marchés normalement depuis la deuxième quinzaine du mois de février, l'impossibilité pour certains opérateurs d'aide humanitaire d'approvisionner certaines régions du pays et surtout la faiblesse de la production agricole. En effet, l'article de la page 10 signale la baisse de la production de maïs (-2%) et de haricot pour l'année 2003 par rapport à l'année 2002, et on sait également que les plantations de bananiers à travers le pays font face à des problèmes occasionnés par la Sigatoka. Le transport étant l'une des composantes des prix des produits, l'augmentation des prix du carburant a également influencé la hausse des prix. Signalons par ailleurs que les prix des produits alimentaires étaient déjà à la hausse durant l'année 2003.

Tableau 2. Variation de prix de certains produits alimentaires locaux (en gourdes/marmite pour le maïs et en gourdes /lb pour les autres produits)

Départements	Période	Maïs	Haricot	Igname	Banane
Ouest (Croix Bossale)	Prix avant	40.00	16.82	8.35	
	Prix Actuel	63.33	21.67	9.15	
	Variation	58.33%	28.83%	9.58%	
Ouest (La Gonâve)	Prix avant	54.00	20.91		
	Prix Actuel	60.00	22.73		
	Variation	11.11%	8.70%		
Sud Est	Prix avant	30.05	15.08	5.93	4.48
	Prix Actuel	30.42	20.69	6.55	5.67
	Variation	1.21%	37.22%	10.46%	26.56%
Nord	Prix avant	29.15	19.77	5.98	4.81
	Prix Actuel	43.51	22.55	6.63	5.72
	Variation	49.25%	14.07%	10.91%	18.92%
Nord Ouest	Prix avant	27.00	22.00		
	Prix Actuel	45.00	21.45		
	Variation	66.67%	-2.48%		
Sud	Prix avant	30.00	17.27		
	Prix Actuel	40.00	20.91		
	Variation	33.33%	21.05%		
Centre	Prix avant	49.00	19.09		
	Prix Actuel	55.00	20.00		
	Variation	12.24%	4.76%		
Ensemble	Prix avant	37.03	18.71	6.75	4.65
	Prix Actuel	48.18	21.43	7.44	5.70
	Variation	30.11%	14.56%	10.23%	22.60%

Source : CNSA d'après HAP, WV, CARE, WV, CRS...

Les longues files d'attente observées devant les banques et les maisons de transfert pendant plus d'une semaine, montre que l'accès des ménages à la nourriture était très limité. On a pu également remarquer le niveau de dépendance de beaucoup de familles haïtiennes aux transferts venant de l'étranger.

En considérant l'état de la couverture végétale du pays, de la salubrité des villes et l'approche de la saison pluvieuse il faudrait prendre dès maintenant des mesures préventives pour parer aux inondations et aux éboulements et glissements de terrain qui risquent d'aggraver d'avantage la situation des ménages vulnérables des zones à risques du pays.



Des actions d'urgence qui doivent s'inscrire dans une perspective structurelle

Elles requièrent l'intégration de tous les acteurs, de tous les programmes de toutes les bonnes volontés dans une perspective de concertation réelle à l'intérieur d'un cadre d'intervention coordonné par l'Etat.

Nous allons vous présenter dans cette section des éléments de ce cadre d'intervention dans les domaines

de l'Agriculture et du développement rural. Il s'agit d'un résumé des grandes lignes de la politique agricole nationale sortie et un compte-rendu d'une mission multi disciplinaire d'évaluation de la situation en Haïti dans laquelle les priorités d'intervention de la FAO sont présentées.

POLITIQUE AGRICOLE NATIONALE

Cette politique va s'insérer dans un cadre macro-économique favorable à la production nationale et au monde rural

DOMAINES D'INTERVENTION PRIVILÉGIÉS

Construction d'infrastructures rurales

- o Voies de communication : désenclavement des zones de production, en particulier dans les écosystèmes de montagne humide.
- o Petites et moyennes structures d'irrigation et de valorisation de l'eau –prises sur berge, retenues collinaires, mini centrales hydro-électriques...–
- o Infrastructures au niveau des exploitations – structures de séchage (glacis), de rétention de l'eau de pluie (impluviums, citernes familiales)– pour l'obtention d'effets rapides sur les conditions de vie des ménages (accès à l'eau facilité), sur la production locale (micro irrigation) et au niveau des structures de transformation agricoles.

Appui aux filières porteuses

Tant au niveau de l'exportation – café, mangues, cacao, tubercules...

Que du marché local –satisfaction de la demande pour certains produits de base– (maïs, banane plantain, légumes, tubercules, citrons et mandarines, produits laitiers [lait entier stérilisé et le lait transformé en yaourt], œufs, poulets indigènes, fruits de mer...).

Et des filières à vocation « mixte » : possibilité de débouchés en hausse à la fois sur le marché local et à l'exportation –pommes de terre, pois congo, ignames, giraumons, avocat, cabri, fruits transformés...

Les appuis consisteront en :

- o Subventions
- o Appuis pour la mise en marché des produits
- o Appuis pour l'établissement de relations contractuelles entre les producteurs paysans et le secteur privé « traditionnel »
- o Actions de recherche-développement très ciblées

Consolidation de l'amont de la production

Intrants : Restructuration de la filière engrais, interventions dans la filière semence surtout concentrées sur des cultures stratégiques (banane, haricots, pomme de terre) appui à la préparation d'aliments pour bétails (appui à l'importation d'ingrédients).

Financement : appui à l'émergence de systèmes

financiers décentralisés professionnalisation : gestion, formation ; expérimentations, fonds de compensation...

Sols : conservation, restauration, renforcement des capacités productives.



CET ENSEMBLE D'INTERVENTIONS SERA ÉTAYÉ PAR DES ACTIONS TRANSVERSALES POUR LES MOYEN ET LONG TERMES.

Formation

- o Professionnelle de base
- o Techniciens agricoles
- o Adaptation du curriculum des agronomes

Appui institutionnel à l'Etat

- o Coordination des politiques sous-sectorielles et des projets
- o Suivi, statistiques, évaluations, études
- o Foncier et aménagement du territoire – mise sur pied d'une capacité de gestion des conflits fonciers, interventions foncières localisées ; Schéma directeur d'aménagement du territoire en articulation avec la politique environnementale
- o Equipement des bureaux décentralisés

Appui institutionnel aux Organisations Professionnelles Agricoles (OPA)

Les thèmes d'intervention qui seront privilégiés dans cet appui :

- o Appui au fonctionnement interne (documents statutaires, enregistrement légal...)
- o Renforcement des capacités de gestion et de prise de décision
- o Renforcement des échanges, de la concertation
- o Appui aux dynamiques fédératives en cours

LES APPROCHES QUI SERONT PRIVILEGIÉES

- o La contractualisation : relations contractuelles entre acteurs, en particulier entre les paysans et le secteur privé « formel »
- o La concertation : approche filière dans le cadre d'une concertation interprofessionnelle rassemblant autour d'une même table Etat, secteur privé et OPA en incluant les différents opérateurs et secteurs du développement aux niveaux national et régional.
- o Le pilotage déconcentré et la spécialisation régionale : création de pôles régionaux de développement spécialisés autour des centres publics existants.

MISSION MULTI-DISCIPLINAIRE D'ÉVALUATION DE LA SITUATION EN HAÏTI (11-25 MARS 2004)

Rome, 29/03/04

**Note basée sur le travail de Leo
Kortekaas, consultant pour la FAO**

La FAO a participé à une mission entre les 11 et 24 mars 2004 en Haïti pour identifier les activités humanitaires d'urgence, de réhabilitation et de développement qui accompagneront le déploiement des forces des NU pour le maintien de la paix. Cette mission était organisée par le Department Peace Keeping Operations (DPKO). D'autres agences des Nations Unies y ont pris part dans le cadre de leur mandat respectif: HABITAT, OCHA, PNUD, UNHCHR, HCR, UNICEF, PAM et OMS/OPS.

La mission a constaté que l'impact de la crise politique qui a éclaté entre février et mars 2004 (mais la tension n'a pas arrêté de monter depuis septembre 2003 et même avant) n'a pas été significatif sur la situation humanitaire qui est le résultat d'une crise chronique qui s'est aggravée au cours des années. La mission recommandait de mettre en place des programmes de réhabilitation et de relance économique qui permettront d'améliorer la sécurité alimentaire et d'assurer les conditions pour un développement durable en brisant le cercle vicieux de la pauvreté.

Les données officielles 2001-2002 marquaient déjà une situation catastrophique : plus de 4 millions de personnes, correspondant à plus de 50% de la population, vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté et sont vulnérables à l'insécurité alimentaire. La malnutrition, qui est à la fois cause et résultat d'une pauvreté extrême, est une des conséquences les plus graves (environ 60% de la population a un Indice de Masse Corporelle inférieur à 20). Environ 75% de ce groupe (soit environ 3.000.000 des personnes) vivent dans les zones rurales, dépendant pour la plupart de l'agriculture de subsistance.

Étant donné la forte concentration des populations en insécurité alimentaire dans les zones rurales et la chronicité du problème, il est proposé d'adopter une approche orientée vers la réhabilitation des infrastructures rurales et le développement rural en général pour offrir des solutions aux problèmes d'Haïti d'aujourd'hui.

Les priorités des membres de la

Mission:

Relancer et renforcer toutes les programmes et projets d'aide humanitaire et de développement qui ont été arrêtés suite à la crise et l'insécurité, y compris les activités concernant la production agricole et le développement rural (FAO), la distribution de la nourriture aux groupes vulnérables (WFP, CRS, etc.), les soins de santé (OMS), la santé et le bien-être des enfants (UNICEF) et le développement en général (PNUD).

Les priorités de la FAO :

1. Améliorer la coordination pratique des interventions d'urgence pour améliorer la sécurité alimentaire et l'agriculture sur le terrain (décider qui fait quoi, où, avec qui, comment et pourquoi). Ceci doit se faire en collaboration avec les institutions nationales (le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural - MARNDR), ses services (CNSA) et la coordination humanitaires (OCHA). Ceci inclut des interventions agricoles d'urgence ponctuelles, des distributions d'intrants agricoles aux bénéficiaires ciblés dans les groupes les plus vulnérables dans les régions rurales, directement par la FAO et/ou à travers les partenaires de la FAO.
2. Renforcer et réhabiliter (matériellement et techniquement) le MARNDR. Le Gouvernement est

le premier responsable du bien-être de la population. La FAO propose de renforcer le MARNDR pour lui donner une capacité minimale pour exécuter son travail sur le terrain. Le développement d'un plan national pour l'agriculture et le développement rural est un des premiers thèmes à développer pour pouvoir orienter toute action future dans ce secteur.

3. Compléter la relance de l'enseignement supérieur et universitaire et réhabiliter complètement l'Université d'Haïti, Faculté d'Agriculture et de Médecine Vétérinaire (FAMV). Un appel spécifique pour cette intervention est en train d'être développé par les responsables de l'Université FAMV et la FAO - Haïti.
4. Renforcer la relance de la production agricole et de l'économie rurale avec la création d'emplois (transformation des produits alimentaires et autres activités permettant la génération de revenus). Ceci inclut un appui pour toute intervention de désarmement, démobilisation, réintégration des groupes armés en les incluant dans les interventions des distributions des intrants (production agricole) et la création d'emplois.



Le saviez-vous?

Quelques réponses à la situation d'urgence

Des Organismes internationaux et certaines ONGs ont déjà réagi à la situation d'urgence que vit le pays :

- Le PNUD a lancé un appel de 35 Millions dollars pour la constitution d'un fonds d'urgence et de reconstruction.
- La FAO a entamé, de concert avec le MARNDR, un projet de vaccination du bétail contre la fièvre charbonneuse dont l'objectif est la vaccination de plus de 600.000 têtes de bétail dans les régions du Nord, de l'Artibonite, du Nord Est et du Sud. Cette même Institution a aussi lancé un appel de 4 millions de dollars pour la fourniture d'intrants agricoles essentiels qui permettront de faire redémarrer la production agricole
- Le PAM a repris l'approvisionnement de ses dépôts dans le Nord et projette de réaliser une évaluation rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle du pays.
- L'Union Européenne a débloqué 5 Millions d'Euros pour un programme d'aide d'urgence prévoyant le financement de 22 projets d'eau potable et d'assainissement

Quelques pays ont également contribué à travers des Institutions spécialisées. C'est le cas :

- du Japon qui a octroyé une aide de 2.7 Millions de dollars à travers le PAM
- de la France qui a débloqué 1.5 Millions de dollars pour supporter les activités du PAM
- de l'Allemagne qui a débloqué 1 Million d'Euros

D'autres Organisations Internationales interviennent actuellement dans différents domaines.

- La Caritas a distribué du matériel à l'hôpital de Gros-Morne et une assistance médicale aux hôpitaux des Gonaïves, de Hinche et de Port de Paix. Cette Institution a également élaboré un projet consistant pour intervenir de façon plus structurelle dans l'amélioration de la situation.
- La Croix Rouge Française et la Croix Rouge Néerlandaise ont expédié des ambulances et des kits de médicaments dans plusieurs régions du pays.
- Le CICR (Croix Rouge Internationale et le Croissant Rouge) apporte de l'aide en matériel médical à l'hôpital du Canapé Vert et veut renforcer ses activités dans le Sud particulièrement à Jacmel



Indicateurs macro-économiques

ELEMENTS de METHODOLOGIE

Les indicateurs macro-économiques retenus sont comme toujours ceux qui influencent de près ou de loin la sécurité alimentaire. Dans cet article qui clôt l'année 2003, les analyses comparatives permettront d'apprécier la variation des indicateurs sur une base trimestrielle d'abord, et sur une base annuelle ensuite. Les valeurs moyennes du trimestre octobre / décembre 2003 sont comparées d'une part avec celles du trimestre juillet / septembre 2003 et d'autre part avec celles des trimestres octobre/ décembre des cinq dernières années. Un graphique est élaboré pour comparer l'évolution mensuelle des indicateurs avec leurs valeurs moyennes calculées sur la base des cinq dernières années.

Tableau 1. Evolution trimestrielle des indicateurs macro-économiques pour l'année 2003

Indicateurs	1er trimestre	2eme trimestre	3eme trimestre	4eme trimestre	Moyenne 2003
Inflation (%)	33.03	40.49	41.47	41.61	39.15
Transferts Privés (millions de \$ US)	83.36	80.55			163.91
Inflation Transport (%)	98.23	78.67	100.50	95.39	93.20
Taux de change (Gds pour 1 \$ US)	42.86	40.67	42.10	42.89	42.13
Inflation Alim (%)	29.01	37.77	40.69	39.51	36.75
Inflation Santé (%)	24.83	36.46	38.74	39.11	34.78

Source : CNSA, d'après BRH et IHSI

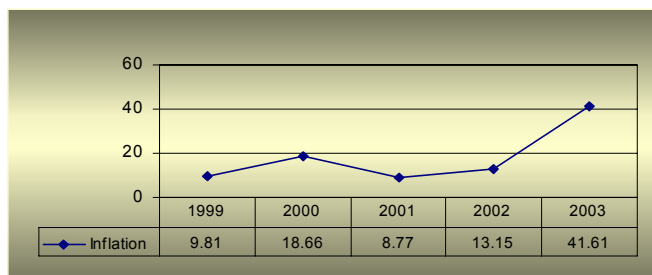
Les indicateurs traités sont principalement l'inflation générale, le taux de change, les transferts privés, les coûts dans les secteurs transport et santé ainsi que le prix des produits alimentaires.

ANALYSE DES ELEMENTS - Inflation générale

Le taux d'inflation affiché pour le trimestre octobre/décembre 2003 reste élevé, mais, relativement stable par rapport au trimestre juillet/septembre. Une légère augmentation est observée par rapport au taux affiché pour le trimestre précédent (41.61% pour le quatrième trimestre contre 41.47% pour le troisième). Ces niveaux élevés sont les conséquences de la hausse des prix amorcée dès le trimestre janvier/mars, où l'inflation a atteint, en glissement annuel, une hausse fulgurante de 33% par rapport au niveau de 13.5 en fin d'année 2002. Par la suite, la vitesse d'accroissement s'est ralentie pour se stabiliser autour d'une moyenne trimestrielle de 40%. La représentation graphique de l'inflation calculée pour les trimestres octobre/ décembre durant les cinq dernières années montre que le niveau d'inflation de

2003 est 3 fois plus élevé que celui de 2002, 4.75 fois plus élevé que celui de 2001, 2.5 fois plus élevé que celui de 2000 et 4.24 fois plus élevé que celui de 1999.

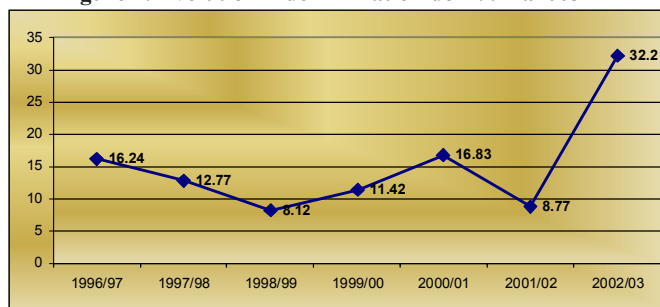
Figure 1. Evolution de l'inflation moyenne des trimestres octobre/décembre de 1999 à 2003



Source : CNSA d'après BRH

Calculé sur une base annuelle, le taux d'inflation décrit une évolution en dents de scie. De 1996 à 2002, il a évolué avec un taux moyen qui oscille entre 8 et 17 avec un pic de 16.83 atteint en 2000/2001. Au cours de l'exercice fiscal 2002/2003, l'inflation a atteint le niveau exceptionnel de 32% soit le double du pic de 17% déjà enregistré en 2001. Cette situation a grandement contribué à alimenter les débats sur l'état de morosité de l'économie nationale.

Figure 2. Evolution de l'inflation de 1997 à 2003



Source : Group Croissance

Nous constatons que l'évolution de l'inflation présente différentes phases:

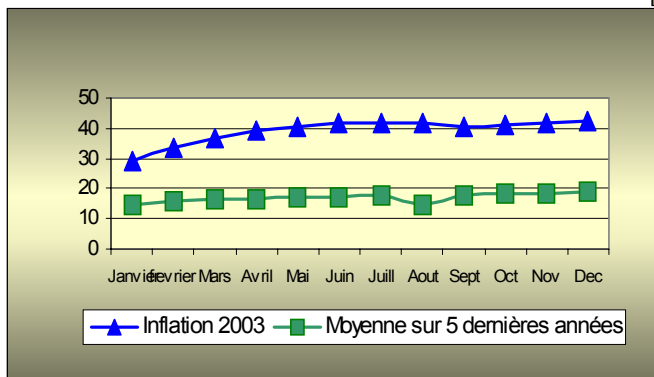
- Baisse progressive jusqu'à 1999 où on a enregistré des taux variant de 16.24 % à 8.12 %
- Le taux d'inflation double entre 1999 et 2001 pour revenir en 2002 au taux de 1999. On constate, par ailleurs une brusque flambée en 2003 avec le passage des taux de 8.77 % à 32.2%, soit 4 fois le niveau de l'année précédente.

Analyse comparative de l'inflation au cours de l'année 2003 avec la moyenne des 5 dernières années

Y a-t-il une période de l'année où des tendances extrêmes seraient observées?

Si nous comparons l'évolution des taux d'inflation durant l'année 2003 avec la moyenne des 5 dernières années l'analyse affiche des tendances très différentes : cette moyenne est plus ou moins stable avec une période de désinflation enregistrée au mois d'Aout ; tandis que l'évolution est fulgurante durant le premier semestre de 2003 (figure 3).

Figure 3. Analyse comparative des moyennes de l'inflation durant les cinq dernières années



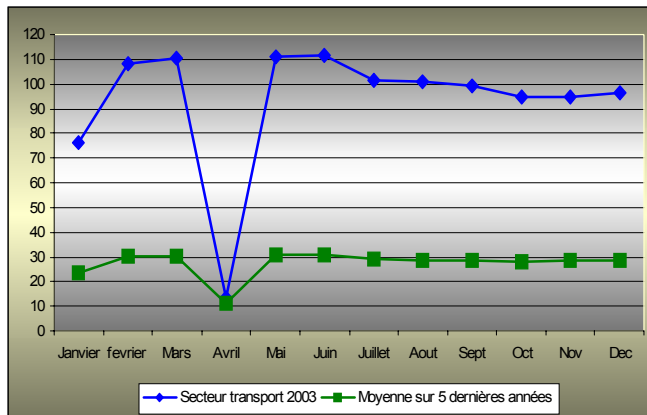
Source : CNSA, d'après BRH

Les tensions inflationnistes enregistrées au début de l'année 2003 ont eu pour effet la cherté de la vie. Cette situation a contribué à appauvrir les plus vulnérables qui ont dû procéder à un réajustement de leur budget pour consacrer plus d'argent aux dépenses alimentaires. L'onde de choc de cette tension inflationniste s'est fait sentir au niveau de tous les secteurs vitaux de l'économie haïtienne, notamment dans celui du transport.

- Transport

Le transport inclut les prix des produits pétroliers, l'entretien des véhicules et les coûts du transport public. Au cours du trimestre octobre/ décembre, l'inflation dans le secteur transport a régressé par rapport au trimestre précédent. Elle est passée de 100.50% pour le trimestre juillet/Septembre à 94.89% pour le trimestre octobre/ décembre 2003. Si nous la comparons avec le quatrième trimestre de l'année 2001 où le taux moyen d'inflation dans ce secteur avait été de 9.40 %, nous voyons que les prix ont augmenté de façon drastique. L'analyse comparative montre, toutefois, que ce taux suit la même tendance que les taux moyens des cinq dernières années sauf au cours des deux premiers mois de 2003 ; le mois d'avril est habituellement marqué par un fort mouvement de désinflation dans le secteur transport. Mais cette année, selon les données fournies par la BRH, la variation en glissement annuel a connu une chute brutale en avril de 110.42% à 13.34%, avant de connaître une remontée spectaculaire au cours du mois de mai où elle a atteint 111.14% (y-aurait-il une erreur dans le chiffre du mois d'avril?).

Figure 4. Analyse comparative des prix dans le secteur du transport sur cinq dernières années.



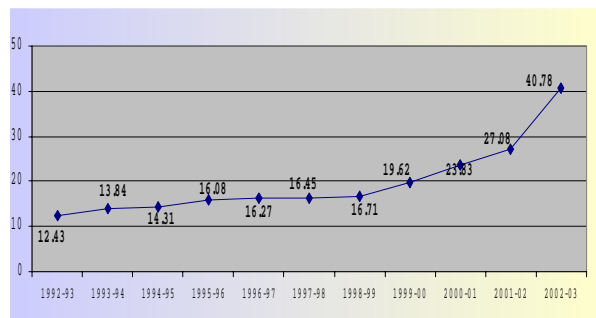
Source : CNSA, d'après BRH

Cependant à partir du mois de juin 2003, contrairement à la moyenne sur 5 ans, il y a eu de petites diminutions progressives du niveau des prix dans le secteur transport. L'effritement des prix à la pompe à plusieurs reprises a été sans doute à la base de ces baisses. Les prix des produits pétroliers étant indexés sur ceux du marché international, ils suivent les variations du taux de change.

- Taux de change

Le taux de change du dernier trimestre de 2003 (figure 6) a connu une légère augmentation (2%) par rapport au troisième trimestre. La faible augmentation enregistrée confirme la quasi-stabilité sur le marché des changes depuis le mois d'avril 2003. Nous rappelons qu'après la flambée des cours du pétrole au début de l'année, le marché des changes a affiché des niveaux de prix jamais atteints par le dollar auparavant. Pour la première fois, la devise américaine s'est échangée autour de 40 gourdes pour un dollar. Un taux record de 45 gourdes pour un dollar US avait été enregistré en février 2003.

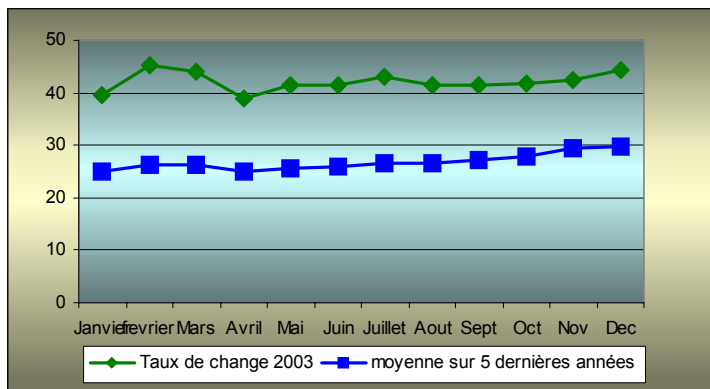
Figure 5. Evolution du taux de change de 1993 à 2003



Source : Group Croissance

De 1992 à 2000, la valeur du dollar s'appréciait annuellement à raison de trois gourde par dollar. Le taux jusque là enregistré variait de 12.43 à 27.08 gourdes pour un dollar US. Le taux moyen annuel de 2003 s'élève à 42.13 gourdes pour un dollar. L'évolution annuelle en 2003, cependant, ne présente pas de trop grande différence avec la tendance sur cinq ans.

Figure 6. Évolution des prix de la gourde durant l'année 2003, comparée à l'évolution moyenne des cinq dernières années



Source : CNSA, d'après BRH

Les répercussions de ces forts taux de changes du dollar par rapport à la gourde se feront sentir au niveau des prix de tous les produits de première nécessité importés tels que médicaments, aliments, etc....

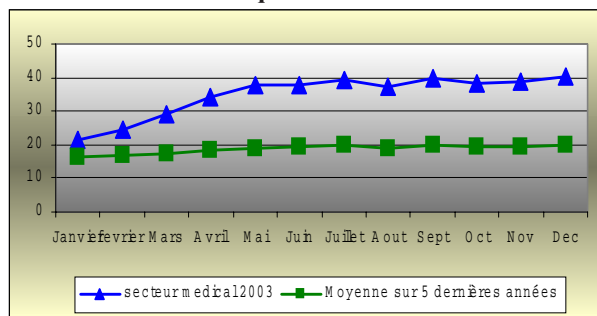
- Secteur médical

L'inflation dans le secteur médical tient compte de la hausse des prix des médicaments, des honoraires payés au médecin, des prix des analyses de laboratoire et de radiographie ainsi que des frais d'hospitalisation. Comme pour les autres éléments d'analyse, l'inflation dans le secteur médical est également déterminante dans la compréhension de la sécurité alimentaire, puisque la santé constitue un besoin prioritaire et incompressible pour les ménages, qui se voient obligés de consacrer une partie de plus en plus grande de leur budget familial au détriment des dépenses pour l'alimentation.

Le taux moyen d'inflation dans ce secteur pour le trimestre octobre / décembre est de 38.63% contre 38.74% pour le trimestre précédent, soit une petite réduction par rapport à l'inflation enregistrée au cours des mois d'été.

L'analyse annuelle montre toutefois deux phases dans l'évolution de l'inflation dans le secteur santé: une phase de croissance rapide qui s'étend du mois de janvier au mois de juillet 2003 et une phase de quasi-stabilité observée à partir du second semestre de l'année.

Figure 7. Analyse comparative des prix dans le secteur médical durant les cinq dernières années



Source : CNSA, d'après BRH

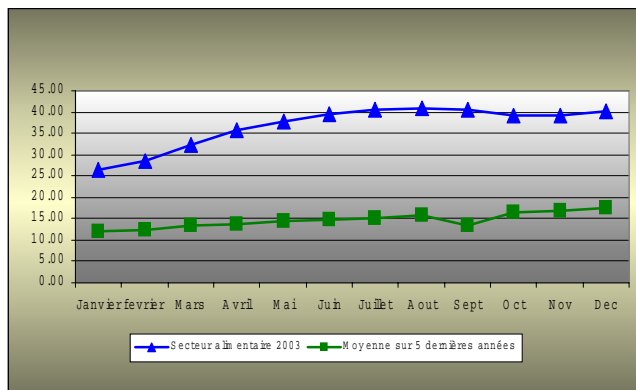
Même si les prix de cette année sont largement supérieurs aux années antérieures, ils présentent la même allure que la courbe moyenne établie sur cinq ans. Le taux moyen de cette année est 34.30%, la moyenne des 5 dernières années est 18.54% et celui de l'année 2002 11.20%. Durant l'année 2003, comparativement à l'année précédente, une grande ponction s'est donc opérée sur le budget des ménages en vue de couvrir les dépenses alimentaires et de santé.

- Secteur alimentaire

Les prix des produits alimentaires pour le trimestre octobre-décembre 2003 sont réduits de 3.6% par rapport au trimestre précédent. Le taux d'inflation qui était de 40.69% au cours du trimestre juillet/septembre est passé à 39.22% au cours du dernier trimestre. Cependant le niveau des prix a été très élevé par rapport à l'année précédente où le taux moyen d'inflation était de 13.38% en glissement annuel.

L'évolution des prix alimentaires est pratiquement similaire à l'évolution des prix dans le secteur médical. Ces prix ont connu deux phases d'évolution: Une phase de croissance fulgurante étalée sur la période janvier-juillet et une phase de quasi-stabilité observée à partir de juillet jusqu'à la fin de l'année. Une légère baisse a été observée en octobre avant de repartir en hausse avec les fêtes de fin d'année.

Figure 8. Inflation dans le secteur alimentaire durant l'année 2003, comparée à l'évolution moyenne des cinq dernières années

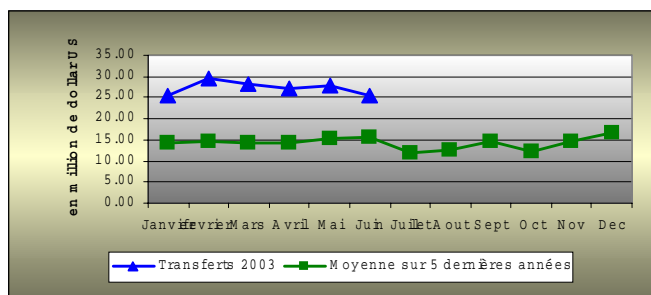


Source : CNSA, d'après BRH

L'évolution des prix montre les difficultés qu'a connu la population pour faire face à leurs besoins alimentaires. Après avoir connu une période très difficile en début d'année (augmentation fulgurante des prix alimentaires), les ménages ont vécu une période d'accalmie caractérisée par des prix élevés mais plutôt stables à partir du mois de juillet. Les ménages à faible revenu ont été les premières victimes de l'inflation dans le secteur alimentaire. Certains ont pu survivre grâce aux liens de solidarité familiale et surtout aux transferts privés.

- Transferts privés

Figure 9. Évolution moyenne des transferts durant le premier semestre de l'année 2003, comparée à la moyenne des cinq dernières années



Source : CNSA, d'après BRH

Les transferts privés issus de l'émigration haïtienne progressent fortement au fil des années. Ils sont passés, selon la BRH, de 88.20 millions de dollars US en 1998 à

plus de 260 millions en 2002. Ces transactions ont atteint plus de 160 millions de dollars US pour les six premiers mois de l'année 2003. Les Volumes les plus importants sont généralement enregistrés en septembre lors de la réouverture des classes et en décembre pour les préparatifs des fêtes de fin d'année.

Les valeurs mensuelles des transferts pendant le premier semestre de l'année 2003 sont plus importantes que les valeurs moyennes enregistrées au cours des cinq dernières années; ceci laisse envisager un montant supérieur à celui de 2002. Cet apport accru des transferts aurait dû augmenter l'offre de devises en circulation. Cependant, il n'a pas empêché le niveau exceptionnellement élevé atteint par les prix du dollar. Le taux de change moyen annuel a atteint 45 gourdes pour un dollar en février 2003.

Situation alimentaire des ménages

DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET SITUATION DES MENAGES

Les antécédents immédiats

La reprise des pluies au début du mois d'avril a permis de relancer les activités agricoles au début du second trimestre 2003. Situation qui a fait prolonger la période de rareté des graines et vivres sur les marchés jusqu'en juin. Ce sont surtout les importations alimentaires, l'aide alimentaire distribuée et monétisée qui avaient permis à cette époque d'approvisionner les marchés.

Dès le mois de juin, qui annonce les récoltes du printemps, on a constaté un accroissement de produits agricoles sur les marchés du pays. Ces récoltes n'ont cependant pas été excellentes, à cause de problèmes d'intrants (cherté et rareté des engrais, mauvaise qualité des semences...) mais elles ont permis de faire baisser les prix des aliments.

La poursuite des récoltes tout au cours des mois de juillet et d'août a entraîné une augmentation des produits agricoles sur les marchés. On a observé surtout une grande disponibilité en viande, car le mois de septembre correspond à la vente additionnelle de bétail pour préparer la rentrée scolaire d'octobre. Les récoltes d'été ont entraîné une baisse des prix des produits locaux et de leurs substituts importés. Au cours du trimestre juillet/ septembre 2003, la disponibilité alimentaire a été grandement complétée par l'offre nationale de produits agricoles. Les récoltes étaient jugées satisfaisantes au niveau des principaux départements et même excellentes pour certaines cultures dans certaines communes. L'offre a donc augmenté et les prix ont évolué à la baisse. L'accès à l'alimentation a été amélioré pour un grand nombre de ménages.

L'amélioration de la pluviométrie au cours des mois d'août et de septembre a permis une poursuite des activités agricoles au cours du trimestre Octobre/ décembre 2003.

Le dernier trimestre 2003

Pour le dernier trimestre de l'année 2003, la pluviométrie a été relativement bonne et les récoltes plutôt réussies. Les agriculteurs s'estiment relativement satisfaits de la récolte. Ce qui devait permettre aux ménages de constituer des stocks de réserves alimentaires pour les mois à venir. Cependant, de très fortes inondations ont été enregistrées un peu partout dans le pays.

Le département du nord a été marqué par de fortes inondations causant des pertes de plantations d'arachide et de canne à sucre. Plusieurs hectares de bananes ont été également dévastés et des têtes de bétail disparues. Au cours des mois de novembre/ décembre, la situation évoluait vers la normale pour certaines communes du département; mais les excès d'humidité enregistrés depuis le mois de septembre ont entraîné des maladies de volaille, la moisissure des gousses et la pourriture des racines de plantation de haricot. Par contre, certaines communes telles que Bahon, Pignon, La Victoire ont enregistré de très faibles pluviométries et subi une sécheresse prolongée.

Nord-Est- La situation climatique était relativement identique pour le département du Nord-Est où certaines plantations de maïs et des rizières furent emportées par les eaux en furie. Ces inondations ont également engendré des pertes d'animaux et de plantations de bananes et maïs.

Grand-Anse- Au début de la troisième décennie du mois de décembre le département de la Grand-Anse a également été frappé par des inondations. Plus de 300 Cx de terre plantés en maïs/haricot et 75 Cx plantés en riz ont été dévastés au niveau des communes de Beaumont et de Corail respectivement, selon la Direction Départementale Agricole de la Grande -Anse.

La côte Sud a reçu des chutes de pluie plutôt modérées par rapport au trimestre précédent. Il y a même eu une période de sécheresse durant le mois de décembre. Ceci n'a pas eu heureusement trop d'incidences négatives sur les récoltes puisque les plantations avaient déjà traversé les périodes critiques avant l'arrivée de la sécheresse.

DISPONIBILITE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

La production nationale

Tableau 2. Evolution de la production nationale de certains produits agricoles (en milliers de T.M)

ANNEE / PRODUITS	2000	2001	2002	2003	Variation par rapport à 2002
Légumineuses et fruits	3292.02	4543.97	4636.60	4378	-6%
Bananes et tubercules	522.50	487	493	697.6	42%
Riz	91	72.10	72.80	76	4.3%
Maïs	202.50	180	185	182	-2%
Sorgho	98	80	85.80	91	6%
Autres non céréales	731	623	644	711.5	10%

Sources : CNSA d'après MARNDR, FAO

L'estimation de la production nationale effectuée annuellement par les services compétents du MARNDR confirme les analyses sur la disponibilité alimentaire réalisées périodiquement par la CNSA. On constate, en 2003, un recul de la production des légumineuses (-6%) par rapport à l'an 2002. Cette situation est surtout due à la perte de la saison de haricot d'hiver 2002, à la grande sécheresse signalée au cours du premier trimestre 2003, et aux difficultés de plus en plus grandes (cherté et rareté des engrais, mauvaise qualité des semences) pour réussir une campagne de haricot. La situation est identique pour le maïs cultivé en association avec le haricot (baisse de 2% par rapport à 2002).

Les difficultés rencontrées dans le processus de production poussent les agriculteurs à substituer progressivement les racines et tubercules aux cultures saisonnières plus soumises aux aléas climatiques et plus exigeantes en soins. Les productions* de tubercules et Bananes ont connu une augmentation considérable,

42%, par rapport à l'année 2002. Elles ont atteint les niveaux les plus élevés depuis les années 2000.

Les productions de riz et de sorgho ont enregistré une augmentation assez modérée par rapport à l'année 2002, 4.3% pour le riz et 6% pour le sorgho. Ces productions restent quand même inférieures aux niveaux enregistrés en 2000. Les autres non céréales telles que les légumes ont connu une augmentation de 10% par rapport à l'année 2002.

Même si, dans l'ensemble, la production agricole de 2003 est supérieure à celle de 2002, il faut reconnaître que la production de céréales est en recul par rapport à celle des années 1990 et même par rapport à l'année 2000. Comparée à l'année 2000, la production de riz a reculé de 16%, le maïs de 10%, le sorgho de 7% et les autres non céréales de 3% .

Les importations commerciales et l'aide alimentaire

Les importations alimentaires enregistrées officiellement par l'Administration Générale des Douanes(AGD), en dehors de la contrebande et des échanges informels entre Haïti et la république Dominicaine ont atteint au cours de l'année 2002/2003 un volume de 736.175,82 T.M. Les importations de farine, de riz et de sucre ont été les plus importantes en volume. Ces trois produits représentent à eux seuls

78% du volume des importations alimentaires. L'importation de céréales tels que le riz et la farine de blé occupe 55% du volume des importations alimentaires (avec 404.075 T.M). Les huiles et les graisses avec plus de 80.000 T.M représentent le quatrième groupes de produits importé.

Tableau 3. Importations et aide alimentaires durant l'année 2003

Produits	Importations et Aide Alimentaires en TM			Importations et Aide Alimentaires en TEC		
	Import	Aide	Total	Import	Aide	Total
Riz	196,667.36	15,055.00	211,722.36	214,564.09	16,425.01	230,989.09
Farine	207,407.98	81,686.00	289,093.98	207,407.98	81,686.00	289,093.98
Produits Végétaux	11,919.74	4,109.00	16,028.74	12,098.54	4,170.64	16,269.17
Autres Céréales		1,541.00	1,541.00	0.00	1,635.00	1,635.00
Bulgure Mélange		11,225.00	11,225.00	0.00	11,909.73	11,909.73
Produits laitiers	18,541.32	70.00	18,611.32	20,228.58	76.37	20,304.95
Huiles et Graisses	80,394.90	2,019.00	82,413.90	215,619.12	5,414.96	221,034.08
Viandes Abat	45,752.53	493.00	46,245.53	37,425.57	403.27	37,828.84
Produits fruit de mer	5,596.33		5,596.33	4,577.80	0.00	4,577.80
Sucre et sucreries	167,853.27		167,853.27	203,438.16	0.00	203,438.16
Autres non-céréales	2,042.39	144.00	2,186.39	2,475.38	174.53	2,649.90
Total	736,175.82	116,342.00	852,517.82	917,835.22	121,895.50	1,039,730.71

Sources : CNSA, d'après Opérateurs d'aide alimentaire et AGD

Le volume d'aide alimentaire distribué par les différents opérateurs dans différents domaines; -cantines scolaires, projets humanitaires etc...- et l'aide monétisée par le PL-480 ont atteint pour l'année 2002/2003 116.342T.M. L'aide distribuée cette année est constituée à plus de 94% de céréales (farine, riz, bulgure...). L'aide monétisée en 2002/2003 représente environ 77% du montant total de l'aide distribuée contre 73% au cours de l'année 2002.

BILAN ALIMENTAIRE 2003

Sur la base d'une consommation moyenne annuelle de 225 Kilogrammes de céréales par personnes (source : FAO/OMS : Sixième enquête alimentaire mondiale 1996), on évalue à 1.830.000 tonnes équivalents-céréales les besoins alimentaires de la population haïtienne estimée à 8 millions d'habitants.

Tableau 4. Balance alimentaire globale en 2002/2003

ANNEES	2002-2003	
	TEC	%
BALANCE ALIMENTAIRE		
Besoins alimentaires	1.830.000	
Production nationale	836.808	
Exportations	56.500*	
Offre locale nette	780.308	44
Importations commerciales	917.836	
Réexportations	25.000*	
Importations commerciales nettes	892.836	49
Aide alimentaire	121.895.50	7
Disponibilité alimentaire	1.795.039,5	100
Balance		-1

Source : CNSA

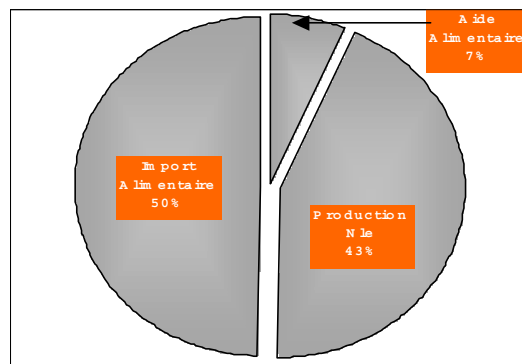
Le bilan alimentaire global de l'année 2002/2003 affiche une balance négative de 1%. Pour cette année la production locale a satisfait les besoins au niveau de 44% alors que les importations représentent 49%. On assiste à un recul de la production nationale par rapport aux importations commerciales.

NB: La méthodologie de calcul des disponibilités énergétiques alimentaires a été modifiée pour englober tous les produits, ce qui explique la baisse du déficit alimentaire par rapport aux données 2001/2002.

La structure de la disponibilité alimentaire en 2003

La disponibilité alimentaire a augmenté au cours de l'année 2002/2003 même si la production de certaines cultures telles que les céréales ont connu des baisses. On constate une utilisation des tubercules en substitution aux céréales. La production nationale agricole nette, avec 780.308 Tonnes-équivalents céréales, représente environ 44% de cette disponibilité. Ce pourcentage est en baisse par rapport à 2000/2001 où cette production représentait environ 55% de la disponibilité nationale.

Figure 10. Répartition de la disponibilité alimentaire pour l'année 2003



Source: CNSA

Par ailleurs, les importations alimentaires nettes, en déduisant les réexportations vers la République Dominicaine atteignant 892.836 Tonnes-équivalents-céréales occupent 49% dans la disponibilité globale. Ce pourcentage est haussé par rapport à celui de 2000/2001 qui était de 29%.

Le pourcentage de contribution de l'aide alimentaire a également subi une baisse; 7% en 2002/2003, contre 9% en 2000/2001.

Consommation théorique moyenne

Ce serait intéressant de déterminer, à partir de la disponibilité globale, la diète moyenne théorique de l'haïtien en 2003.

Tableau 5. Couverture des besoins de la population (TM)

Produits	Production Nationale TM	Importations TM	Aide Alimentaire TM	Consommation moyenne journalière (en g/personne/jours)
Céréales	296.650	404.075	111.655	278
Légumineuses	86.275	11.919		29
Tubercules	732.897	-		251
Vianes et Poissons	20.000**	51.348	403	24
Huiles et Graisses	-	80.395	5415	29
Sucre	41.000**	167.853	-	71,52
Produit Laitiers	43.000	18.541	76	21.40

Dans ce tableau ressortent plusieurs constats:

- La production nationale de céréales est inférieure aux importations commerciales.
- La production nationale de viandes et de poissons est dérisoire
- Les importations de sucre sont importantes

Par ailleurs, tenant compte de la consommation théorique, on constate que:

- nos consommations de sucre sont très élevées et dépassent celles d'un pays européen comme la Georgie (30 grammes/personne/jour),

*Les données utilisées pour les exportations et les réexportations vers la République Dominicaine sont des estimations à partir de différentes sources.

- l'haïtien utilise beaucoup d'huiles et de graisses. Cette utilisation dépasse celle d'un pays européen connaissant le froid hivernal comme la Georgie (23 grammes/personne/jour).

PRIX ET ACCESSIBILITE AUX ALIMENTS.

Il y a eu au cours de l'année 2002/2003 un grand recul de la production agricole. Ce recul a été compensé par l'augmentation des volumes d'importation et d'aide alimentaire, mais la balance alimentaire reste négative.

Nous allons essayer d'apprécier l'accès aux aliments à partir d'indicateurs indirects et très relatifs.

L'accessibilité à l'alimentation pour un individu implique la disponibilité d'un revenu suffisant lui permettant d'acquérir cet aliment sur le marché. Les données précises de revenu étant absentes, nous utilisons les prix sur les différents marchés pour effectuer l'analyse.

Malgré le trimestre précédent qui a été marqué par de bonnes récoltes (ceux qui ont permis aux ménages de faire face à la rentrée scolaire), le niveau des prix est relativement élevé dans les principales zones couvertes par le système de suivi. Les causes essentielles expliquant la remontée des prix sur les principaux marchés suivis sont liées aux dégâts causés par les inondations ayant frappé certains départements (également sécheresse dans d'autres départements), les demandes en semences pour les dernières saisons agricoles ainsi que les demandes supplémentaires liées aux préparatifs des fêtes de fin d'année.

Les prix des principaux produits restent en hausse par rapport au trimestre précédent.

Les récoltes de haricot et de maïs (deuxième saison) étaient plutôt bonnes dans le Nord, le Nord'Ouest et le Nord'est. Cependant, entre le mois d'octobre et celui de décembre, la marmite de haricot noir a augmenté de 8% dans le nord (95 gourdes en octobre, 103 gourdes en décembre) et de 3% dans le Nord'ouest. La marmite du maïs en grain a pratiquement subi la même évolution; Sur la même période, elle augmente de 36% dans le Nord et de 1.6% seulement dans le Nord'Ouest. Sur la période allant de novembre à décembre, les produits importés tels que le riz et l'huile de cuisine ont subi des augmentations de 10 et de 7% respectivement. Parmi les produits

agricoles, les réductions de prix ont été surtout observées sur la livre de banane et d'igname. La réduction de prix observée pour ces derniers produits au niveau du département du Nord peut être expliquée par la promotion et le renforcement de la culture et de la commercialisation des tubercules.

Au niveau du département du Nord'Est où les inondations n'ont pas causé trop de dégâts, les récoltes de deuxième saison ont entraîné une baisse de prix des produits agricoles. Les prix des marmites de Haricot et de maïs en grain sur la période octobre-décembre ont été respectivement réduits de 3 et de 8% dans le Nord'Est. Parallèlement, le riz importé, l'huile de cuisine et la farine de blé affichent des hausses respectives de 2.5, 12 et 14% sur la même période. Les ventes de volailles et de petits animaux ont continué d'assurer l'accès aux aliments de base en même temps qu'elles permettent de faire face aux débours nécessaires à la rentrée scolaire et aux fêtes de fin d'année.

Les récoltes étaient également satisfaisantes au niveau de la côte sud. Les prix des produits de première nécessité étaient tout à fait à la baisse par rapport au trimestre précédent mais restent en hausse à l'intérieur du trimestre octobre-décembre. Le haricot noir est passé de 81.5 gourdes en octobre à 89 Gourdes en décembre soit une hausse de 9% sur le trimestre. La même variation a été également enregistrée pour la marmite de maïs en grain qui passe de 29.5gdes en octobre à 32.5gdes en décembre. Le prix du riz importé reste relativement stable sur la même période(oscillation autour de 70Gdes). Contrairement aux autres départements, le prix du régime de banane dans la Cote Sud a évolué en hausse, passant de 76 gdes en octobre à 84 gdes en décembre. Par ailleurs, très peu de variation de prix a été observée pour les produits suivis dans les marchés du Sud'Est.

Tableau 6. Evolution des prix en gourdes des principaux produits alimentaires durant le trimestre octobre-décembre 2003

Département	Période	Farine (marmite)	Riz (marmite)	Maïs (marmite)	Haricot (marmite)	Huile (Gallon)	Banane regime ou lb	charbon	Igname lb
Nord	Oct			22.385	95.48		5.23/lb		6.31
	Nov	65.3	70.50	29.15	101.2	213.12	4.40		5.80
	Dec	62.4	77	30.58	103.235	229	4.81	175	5.98
Nord'Ouest	Oct		69	26.8	121		165 /reg	113	
	Nov		72.3	30.1	122.08		160.97	112.4	
	Dec		70.13	37.13	124.70		151.56	121.39	
Nord'est	Oct	70	77	37	118	188			
	Nov	75	78	35	118	205			
	Dec	80	79	34	114	211.25			
Cote Sud	Oct		70	29.5	81.5		76.5/ reg	74	
	Nov		70.5	26	83.5		76.5	76	
	Dec		70.4	32.5	89		84.5	104	
Sud'est	Oct			30.415	83.43.5		4.69 /lb		5.61
	Nov			32.615	87.67		3.74		5.34
	Dec			30.03	82.14		4.48/		5.93

Source: CNSA d'après HAP, CARE, ANOSA, CRS, DDA.

*Estimations SOE représentant la production nationale de rapadou

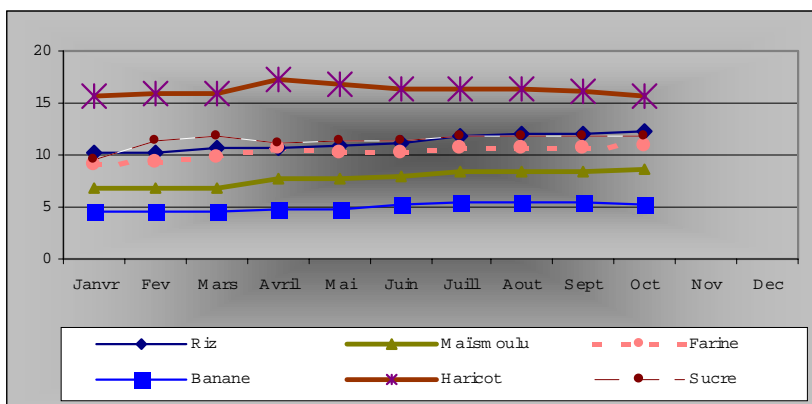
** Capture de poissons estimée à 6.000T.M

Evolution générale sur l'année

En 2003, les conditions climatiques ont permis une augmentation de la production nationale agricole notamment la production des tubercules. L'accès des ménages aux produits de base n'a cependant pas été amélioré.

En effet, la hausse de prix alimentaires observée depuis le début de l'année 2003 et qui est une conséquence des variations du cours du pétrole et du taux de change, perdure et s'accroît durant tout le reste de l'année. Le début de l'année, rappelons-le, a été marqué par la brusque augmentation du cours du baril de pétrole. En dépit du fait que celui-ci a ensuite, repris son niveau initial, la dépréciation de la gourde et l'inflation des prix alimentaires qu'il a provoqué ne sont pas revenues à la normale. L'inflation dans le secteur alimentaire a atteint pour cette année 36.75%, un niveau qui double le pic de 18% déjà enregistré en 2001. En conséquence, au lieu de s'abaisser, les prix se sont naturellement indexés au coût de la vie.

Figure II. Evolution des prix (gdes/lb) des principaux produits alimentaires en 2003



Source CNSA d'après IHSI

Le riz qui a débuté l'année au prix de 10.17 gdes la livre a subi une hausse de 23% pour atteindre les 12.32 gdes en octobre. La hausse est pratiquement identique pour le maïs moulu (28%), la farine de blé (20%), l'huile de cuisine (21%), le sucre (23%) sur la même période. Le haricot par contre a subi une évolution pratiquement en cloche: de 15.70 Gdes en Janvier, il est passé à 17.37 Gdes en avril pour redescendre à 15.60 Gdes en octobre 2003. Les évolutions concernent pratiquement les divers départements. Les produits de première nécessité débutent l'année en hausse, ils connaissent une certaine stabilité durant les mois d'été pour repartir, à nouveau, en hausse avec les demandes occasionnées par les préparatifs des fêtes de fins d'année, les pertes dues aux inondations, et les demandes supplémentaires des semis de deuxième saison.

L'évolution des prix alimentaires a eu des effets négatifs sur les ménages à faible revenu qui se voient obligés de

dépenser beaucoup au détriment des autres besoins prioritaires comme la santé et l'éducation. Un palliatif a été apporté par les mécanismes de transfert de revenus entre haïtiens.

Ce mécanisme est matérialisé par les envois de fonds des haïtiens du dixième département vers les ménages résidents (transferts externes) ainsi que par les fonds échangés entre parents et amis vivant à l'intérieur du pays (transferts internes). L'enquête sur les conditions de vie en Haïti confirme que 25% du revenu total des ménages proviennent des mécanismes de transferts et que ceux-ci constituent la source principale de revenu pour 30% des ménages urbains et 16% des ménages ruraux. Durant les six premiers mois de l'année 2003, par exemple, les transferts formellement reçus des parents vivant dans le dixième département s'élèvent à environ 164 millions de dollars US (soit plus de 60% du montant global enregistré en l'an 2002). Ces types de revenus permettent d'assurer l'accès à l'alimentation pour les ménages qui en dépendent. Ils n'arrivent pas, cependant, à tamponner le taux de change et protéger contre l'extrême pauvreté.

Les rentrées de devises n'ont pas induit une réduction significative du taux de change et, inversement, la dépréciation de la gourde n'a pas conduit, comme on pourrait le supposer, à une réduction du volume en dollars des transferts externes. On ne doit cependant pas s'attendre à ce que les transferts apportent des solutions durables aux problèmes de la pauvreté : 2.4 millions d'haïtiens vivent avec moins d'un dollar US par jour et 74% des pauvres sont localisés en milieu rural. Les causes de cette situation étant, entre autres, un ratio de dépendance et un taux de

chômage très élevés. Cette situation doit naturellement s'aggraver si la situation socio-politique actuelle perdure et provoque une compression de l'emploi dans la plupart des secteurs productifs.

Conclusion

Les risques et les incertitudes peuvent être considérés comme un facteur important car ils influencent et conditionnent tous les autres indicateurs économiques et sociaux. Le climat socio-politique a certainement eu un impact important qu'il ne nous a pas été possible d'évaluer compte tenu des indicateurs actuellement disponibles. Les blocages de la circulation des produits alimentaires entre la capitale et certains départements a occasionné l'augmentation des prix des produits agricoles à Port-au-prince et ceux des produits finis dans certaines villes de province; les producteurs de ces zones ont enregistré une diminution drastique de leurs

debouchés. Tout cela risque d'aggraver la sécurité alimentaire des populations vulnérables et faire plonger dans la vulnérabilité des groupes qui ne s'y trouvaient pas.

La rareté du carburant au niveau local risque d'augmenter, de façon anormale, les prix du transport et de tous les autres produits de premières nécessités.

Nous avons rencontré pour vous :



Le « Hillside agricultural Program » (HAP)

Qu'est ce que le HAP ?

Le HAP est un projet agricole financé exclusivement par l'USAID et exécuté par la firme américaine « Development Alternative Inc. (DAI) ». La mise en place implique la participation de plusieurs sous-traitants : le PADEF, le FINTRAC, et GRAFIN SA pour l'exécution technique. La SOFIHDES intervient comme collaborateur dans l'appui comptable aux groupes de producteurs et le FONKOZE, dans le financement des activités liées à la commercialisation des produits agricoles.

- a) Les denrées traditionnelles d'exportation (Café, cacao, mangue..)
- b) Les espèces vivrières (igname, malanga, giraumon, piment) pour lesquelles le HAP a surtout travaillé à la création de filières d'exportation.

En vue de l'augmentation de la production des espèces végétales mentionnées, HAP fournit une assistance technique à l'amélioration des pratiques culturales et des itinéraires techniques, à la gestion des «germplames», au suivi des plantations, aux techniques de récolte et au conditionnement post-récolte des produits. HAP favorise l'acquisition de matériel végétal potentiel.

Objectif et domaines d'intervention

L'objectif central du projet HAP est d'augmenter de façon durable le revenu des producteurs par une meilleure gestion de leur support de production et surtout par une meilleure valorisation de celui-ci.

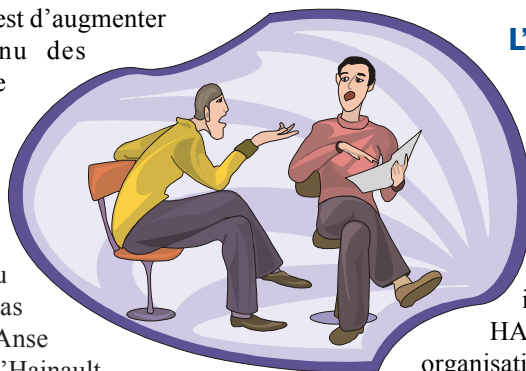
Le HAP intervient dans une grande partie des départements du Nord et du Sud'est, dans le Bas Plateau Central, dans la Grande Anse (Beaumont, Dame Marie, Anse D'Hainault, Chambellan).

Le HAP a travaillé durant trois années (2001-2003) à mettre en place avec les acteurs concernés des paquets technologiques appropriés et adaptés. Il s'agissait d'augmenter les rendements au champ sur une base soutenable et d'accompagner les producteurs groupés ou non pour l'écoulement de leur production sur les marchés international et local.

Les domaines d'intervention de HAP sont :

- o La commercialisation (assistance technique et financière aux producteurs et exportateurs)
- o L'organisation de la production
- o La gestion des ressources naturelles
- o Le renforcement institutionnel

HAP a développé une approche par produit. Deux groupes de produits bénéficient de son assistance :



L'axe marketing

Le Marketing demeure l'axe stratégique du projet. La finalité est d'arriver à mettre sur le marché international des produits agricoles de haute qualité de nature à susciter l'intérêt des importateurs. Dans cette optique, le HAP a encouragé les producteurs, les organisations de producteurs, les exportateurs à améliorer la qualité des produits destinés au marché. L'attention est aussi portée sur la viabilité économique de la filière d'exportation à chaque segment de cette filière en vue de la création de valeur ajoutée suffisante capable de susciter l'intérêt de tous les acteurs

Tableau 1 : Exportations dues à l'accompagnement de HAP :

Produit	Volume	Unité	Marché
Igname	210,542	Lbs	USA/Canada
Giraumon	1,064,410	Lbs	USA/Rep. Dominicaine
Piment	196,399	Lbs	USA/Canada
Malanga	12,703	Lbs	USA
Mangue	469,129	Dz	USA/Canada
Cacao	2,229,987	Lbs	USA/Europe
Café	767,924	Lbs	USA/Europe
Quenepe	92,250	Lbs	USA

Patronnage

Le suivi de la situation alimentaire présenté dans ce bulletin est réalisé grâce aux contributions techniques des partenaires institutionnels suivants :

Le MARNDR, particulièrement à travers ses Directions départementales et ses Bureaux agricoles communaux

L'HSI

Le MEF

Le PAM

PL480

L'AGD

L'USAID

La CARE,

Le CRS

HAP - Hillside Agricultural Program -

timbrez ici

CNSA

Att : Bulletin de Conjoncture

7, Delmas 99, B.P. 1717 PAP Haïti